L'INTERNATIONALE

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS!

Feuille d'intervention du Groupe internationaliste ouvrier — Nouvelle série, mai 2014

Le capitalisme c'est la guerre
La seule alternative est la guerre de classe

En ce premier mai 2014, nos dirigeants préparent les commémorations du 100e anniversaire de la Première Guerre mondiale. Inutile de dire que les causes impérialistes du massacre sont pour le moins oubliées. On entend plutôt des lamentations sur une vague « catastrophe du siècle » enrobées de mythes nationalistes. Il faut bien comprendre ici qu'il n'est pas uniquement question d'histoire politique. Pendant ce temps, même les commentateurs bourgeois ont commencé à souligner avec une certaine gêne les comparaisons avec les convulsions actuelles du monde. En vérité, il y a plusieurs indications que le jeu de puissance de nos dirigeants internationaux est entré à nouveau dans une dynamique catastrophique. La Première Guerre mondiale a été le premier affrontement global du capitalisme rendu à son stade impérialiste. Ce fut une guerre sans précédent dans l'histoire de l'humanité. L'enjeu de cette guerre ne concernait pas seulement un réajustement des frontières étatiques. Ce fut une guerre totale, une guerre à outrance, un combat à mort entre puissances impérialistes rivales déterminées à anéantir la capacité économique et militaire de leurs compétiteurs. Elle débuta sur une vague d'euphorie nationale patentée par les puissances impérialistes antagonistes pour embrigader les prolétaires dans le combat pour la patrie ou pour le «roi et le pays ». Elle allait coûter la vie à plus de 20 millions de personnes. Ce ne sont que les révolutions prolétariennes en Russie et en Europe centrale qui lui mirent fin. Même si la vague internationale de soulèvements révolutionnaires mit fin à la guerre, elle n'arriva malheureusement pas à renverser le capitalisme, dont les appétits bestiaux étaient loin d'être satisfaits. La contre-révolution stalinienne en Russie, la montée du fascisme et la crise économique mondiale de 1929 n'étaient que des étapes dans l'évolution dramatique qui mena finalement à la Seconde Guerre mondiale et ses 70 millions de victimes. C'est ce que nous devons avoir en mémoire quand nous regardons les évènements en Europe de l'Est, particulièrement en Ukraine



Crise et guerre

Rarement quelqu'un a pu se tromper autant que le politologue Francis Fukuyama, qui annonça la " fin de l'histoire " après l'effondrement du bloc de l'Est. Loin de conduire à une nouvelle "ère de paix et de développement», comme le disait George Bush père, l'ordre mondial multipolaire surgi après 1989 a conduit à une aggravation continuelle des conflits et des tensions impérialistes. À travers le monde, il y a eu un réalignement à mesure que le besoin de progresser dans la structure du pouvoir impérialiste s'est développé. Dans ce contexte, le conflit en Ukraine est un moment significatif dans une longue chaîne de confrontations guerrières (Kosovo, les guerres du Golfe, l'Afghanistan, la Syrie, etc.). La prise de contrôle de la Crimée par Poutine est une réponse évidente aux manœuvres occidentales visant à entraîner l'Ukraine dans leur bloc. Dans le cas de l'Ukraine nous touchons presque le fond. Ce pays joue un rôle clé dans les plans de Washington tout comme de Moscou. Pendant des années, la Russie a travaillé assidûment à se rapprocher de ses anciens pays satellites plus étroitement, par des accords commerciaux ainsi que par la création d'un espace économique avec ses propres politiques milliaires et sécuritaires, dans une prétendue union eurasienne. Dû largement à son contrôle géostratégique d'importantes ressources naturelles et de routes énergétiques, la Russie deviendrait ainsi un formidable contre- poids aux États-Unis et à l'Union Européenne. Bien entendu, dans la confrontation actuelle, il y a beaucoup de gémissements au sujet de «l'intégrité territoriale» et «l'autodétermination nationale», mais il est difficile d'obscurcir le fait que le conflit en Ukraine est principalement une lutte de pouvoir concrète entre les puissances impérialistes, conduit avec des mesures de plus en plus désespérées par les deux camps. Dans la phase impérialiste du capitalisme, chaque revendication pour des « droits nationaux », peu importe le prétexte, la bannière politique ou les justifications, fait nécessairement partie du jeu des puissances inter-impérialistes.

Cependant, ce n'est pas seulement en Europe que les contradictions impérialistes se heurtent toujours plus implacablement. Sans oublier les affres de l'Afghanistan, de l'Irak, de la Syrie, du Soudan du Sud, de la Bande de Gaza, du Mali ou en République centrafricaine, pour ne citer que les plus évidentes, la plus féroce course aux armements depuis la fin de la guerre froide a éclatée en Asie. La Chine a augmenté ses dépenses militaires de 800% au cours des vingt dernières années, et ses ''voisins'' du Pacifique essaient de la rattraper. Le Vietnam, les Philippines, Singapour, la Corée du Sud et le Japon accroissent toutes leurs dépenses en armes massivement alors que l'Inde a dépassé la Chine en tant que plus grand importateur d'armes au monde et le plus grand constructeur mondial de navires de guerre. Les États-Unis, qui doivent défendre leur prétention à l'hégémonie en tant que superpuissance militaire, à l'encontre d'un nombre croissant de rivaux, ont dépensé un énorme 640 milliards sur leur budget de défense en 2013 seulement. Cela n'a toutefois pas empêché la superpuissance en développement, la Chine, de tout faire en son pouvoir pour dépasser les États-Unis, en particulier dans la région du Pacifique. L'hostilité affichée dans les litiges, même au sujet des plus petits territoires, comme, par exemple, les îles Senkaku, est la preuve de l'aggravation des confrontations inter-impérialistes dans un monde où l'accumulation permanente des armes et la militarisation sont la pré-condition essentielle de la souveraineté nationale.

Contre toutes les idéologies nationalistes !

Sur le front domestique, l'aiguisement de la concurrence mondiale se reflète par un discours et une propagande nationaliste. L'idée de la Nation a toujours été et continue d'être un pilier idéologique clé pour toute domination bourgeoise. Elle masque le caractère de classe du système capitaliste et encourage l'idée que les conditions actuelles sont une expression des intérêts communs du « peuple ». Au nom du «salut national» on prêche le sacrifice, les programmes sociaux sont comprimés et les écrous de l'exploitation sont resserrés, tandis que la «sécurité nationale» sert à légitimer l'appareil de surveillance et de répression ainsi que l'emprisonnement des opposants et des opposantes indésirables. La défense souvent invoquée des «valeurs nationales» ou de la «culture nationale» a toujours été la voie privilégiée pour renforcer le racisme et la lutte contre tous ceux et celles qui ne sont pas conformes à la morale sexuelle dominante.

Les idéologies réactionnaires se nourrissent toujours de la décomposition sociale, l'atomisation et l'insécurité croissante. Du Front National en France au Parti Jobbik en Hongrie, la droite raciste est en croissance et pour gagner des votes, elle offre une mixture explosive de racisme,

⇨

d'antisémitisme et de démagogie sociale. En Grèce, l'Aube dorée fasciste est devenue une menace pour la vie même des immigrants et des immigrantes, et grâce à ses partisans dans la police et l'armée, elle a obtenu des postes importants dans l'appareil d'État. Cependant, les fascistes n'existent pas à l'extérieur de la structure nationaliste et autoritaire de la société bourgeoise. Les fascistes font partie intégrante de celle-ci. Les nazis n'incarnent ni protestation, ni opposition contre les conditions dominantes, mais au contraire, aiguisent le contenu des idéologies que la classe dominante répand quotidiennement. Pour cette raison, il est absurde de vouloir combattre le fascisme dans le but de défendre la démocratie. La notion de défense de la démocratie se résume à accepter, propager et se soumettre au mythe de l'État comme entité au-dessus des classes. La résistance au fascisme doit faire partie d'une lutte anticapitaliste globale pour le renversement de toutes les formes de la domination bourgeoise. Cela exige cependant que la situation soit comprise comme un ensemble.

Crise et composition de classe

Sept années ont passé depuis que la bulle spéculative a éclaté et a lancé l'économie mondiale dans le vortex de la récession. Mais en dépit de tous les pronostics et les incantations pour un prompt rétablissement, la crise n'a fait qu'empirer. La montagne de la dette croît davantage, l'instabilité augmente et la spéculation financière roule à pleine vitesse. En attendant, on peut parier à coup sûr l'éclatement de la prochaine bulle. Tout cela est dû à une crise structurelle profonde du système, qui s'est développée pendant des décennies, en fait, depuis la fin des accords de Bretton-Woods en 1973. Le capitalisme se trouve à la fin d'un cycle d'accumulation à partir duquel, en définitive, il ne peut s'échapper qu'à travers une dévaluation massive du capital. Dans les premiers jours du capitalisme, quelques faillites et des banqueroutes suffisaient. Les capitalistes prospères achetaient les perdants à prix d'aubaine et le système pouvait redémarrer. Aujourd'hui cependant, malgré les restructurations des années 1980, la masse du capital mondial est si grande que seule une dévaluation massive de capitaux peut aboutir à une nouvelle accumulation et mener le système vers une sortie de crise. Cette dévaluation exigerait une annihilation si massive de capital qu'elle ne peut être effectuée que par la destruction physique d'une guerre planétaire. Même si les conditions politiques préalables et diplomatiques pour une telle guerre n'existent pas encore aujourd'hui, le danger est réel et augmente tous les jours. Face à ce défi, la classe ouvrière se retrouve dans une situation défensive qui semble désespérée. Depuis des décennies, le capital a pu compenser la baisse tendancielle du taux de profit par une restructuration totale de son processus de production (i.e. par l'introduction de la microélectronique) et la croissance massive du taux d'exploitation. Les emplois sont exportés vers des pays à bas salaires où les gens triment dans des ateliers de misère, tandis que les travailleurs et les travailleuses des centres traditionnels du capitalisme doivent accepter des compressions salariales et des conditions de travail de plus en plus détestables. À travers le monde, une compétition sans pitié a lieu pour abaisser les salaires avec des méthodes qui nous rappellent le 19è siècle. Les emplois à temps partiel, les mcjobs et le soi-disant « travail autonome » ne sont que quelques exemples de la créativité utilisée pour asservir la classe ouvrière au capital. La classe ouvrière a clairement souffert d'une défaite dans son degré d'organisation et d'unité. Les multiples fragmentations et les lignes de division ainsi que l'extension des conditions de travail précaires posent des défis au développement d'une résistance collective.

Lutte de classe autonome !

Mais il ne s'agit pas seulement des structures. Au contraire, la reprise d'une riposte efficace de la classe ouvrière nécessite une compréhension politique des objectifs et des perspectives de lutte. Nous ne serons pas en mesure de résister à l'austérité que si nous comprenons que toute riposte aux attaques de la classe dirigeante sur nos conditions de vie est partie prenante d'une lutte internationale. Cela requiert un rejet clair de toutes les idéologies nationalistes et de toutes tentatives de subordonner les intérêts de notre classe à n'importe quelle fraction de la bourgeoisie mondiale. En même temps, il est nécessaire de comprendre que même les victoires que nous obtenons ne sont que temporaires. Il devient de plus en plus évident que l'humanité n'a d'avenir que s'il y a un changement dans le mode de production. La seule solution est une société dans laquelle l'argent, l'exploitation et le profit ont été éliminés et dans laquelle la production s'harmonise avec l'humanité et l'environnement, une société organisée pour la satisfaction des besoins humains et non le profit. C'est ce que nous appelons le communisme !

Une telle alternative sociale ne prendra pas forme d'elle-même. Ce n'est que d'un mouvement social luttant consciemment pour en finir avec les relations de domination qu'une telle alternative puisse avoir des chances de succès. Il reste beaucoup de chemin à faire. Néanmoins, ceux et celles qui voient la nécessité d'une nouvelle société doivent faire les premiers pas dans le but de s'unir comme minorités communistes dans une organisation internationale et internationaliste. Une telle organisation communiste n'est pas un gouvernement en gestation, mais un instrument indispensable pour donner une perspective politique claire à la lutte pour une société nouvelle. Ce combat devra être mené partout où la classe ouvrière affronte le capitalisme. Mais ce n'est pas uniquement une question de combattre tel ou tel aspect du capitalisme, mais au contraire, de combattre le système dans son ensemble. Les contradictions du capitalisme ne vont pas disparaîtront d'elles-mêmes. Elles conduisent à l'accroissement des inégalités, l'exploitation, des guerres meurtrières et la destruction de l'environnement. Il ne sera pas facile de libérer la planète de ce fléau. Toutes les personnes qui se joignent à la lutte pour une nouvelle organisation de classe internationaliste contribuent à nous rapprocher un peu plus de notre objectif : une «association libre et égalitaire» dans laquelle « le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous ».

Pour une société sans État et sans classes !

La Tendance communiste internationaliste
Le premier mai 2014.

Nouvelle-Écosse : une amère leçon pour les infirmières



Le 4 avril dernier, les 2400 infirmières de la Nouvelle-Écosse devaient rentrer au travail après une grève de 30 heures sous la pression d'une loi spéciale sur les services essentielles. Une autre loi spéciale, une autre défaite pour le prolétariat canadien.

Pourtant ce scénario nous l'avons vu mille fois. Les lois spéciales n'ont de spéciales que le nom, à tel point elles pleuvent pour écraser tous mouvement de contestation de la part des exploitéEs. Pourquoi aucune ne riposte n'a-t-elle été envisagée ? Cela fait près de trente ans que tout le mouvement de lutte de la classe ouvrière au Canada se heurtent à ce type de lois et aux injonctions ; avec les mêmes résultats désastreux pour nos conditions de vie et notre capacité à lutter. Pourquoi ne sommes-nous pas capable de d'organiser une riposte efficace ?

Si nous n'osons pas défier les lois spéciales et les injonctions c'est, il faut le dire, parce que nos méthodes d'organisation sont inappropriées. En effet, nous restons enlisés dans de syndicats qui nous divisent usines par usines, métiers par métiers, secteurs par secteurs. Comment la centaine d'ouvriers de Mapei pouvaient-ils espérer défier seuls avec succès leurs injonctions si la police et les autres forces étatiques peuvent briser leur rage en quelque heures. Comment les travailleurs et travailleuses de la santé peuvent-ils et elles espérer aller en grève illégale avec le fardeau de l'expérience traumatisante de 1999 toujours présent à l'esprit ?

Tant que nous ne serons pas capables de nous doter de structures communes, d'assemblées générales larges, ouvertes, regroupant les travailleuses et les travailleurs du plus de secteurs possibles, syndiquéEs et non-syndiquéEs, d'organes de luttes qui ne sont pas encadrés par les lois ; tant que l'extension de nos luttes à d'autre secteurs ne sera pas notre priorité, nous serons systématiquement écraséEs.

Les syndicats ne peuvent faire ce travail, partout dans les pays centraux, ils ont été incapables de remporter une lutte d'envergure. Se baser uniquement sur un renouvellement de la combativité syndicale n'est que la meilleure manière de s'assurer de nouveau échecs. La combativité exemplaire des mineurs de charbon britanniques ou asturiens n'a pas suffi, comme elle n'a pas sauvé les travailleurs de l'automobile en France ou les infirmières au Québec. Tant que la classe ouvrière ne se donnera pas des formes d'organisations autonomes, des organes qui lui sont propres, regroupant toutes ses composantes ; tant qu'elle ne se dotera pas de son propre programme politique en opposition à tous les programmes capitalistes (autant celui du PLQ, du PQ que de Québec solidaire), elle ne connaitra que d'amères défaites ou des victoires partielles à l'arrachée qui lui couteront fort chères.

Maximilien

Publié par : le Groupe internationaliste ouvrier,
section de la Tendance communiste internationaliste
2275 Fullum, #4, Montréal, Qc. H2K 3P3
site: http://www.leftcom.org/fr
Facebook: Groupe internationaliste ouvrier
courriel: ca@leftcom.org